

# toutes et tous en grève

Fonctionnaires, salarié-es, retraité-es subissent la baisse de leur pouvoir d'achat. Les prix montent mais pas les salaires. Il y en a assez de l'arrogance de nos dirigeants et de leur intransigeance face aux revendications. Les fédérations de fonctionnaires appellent à la grève, jeudi 24 janvier. SUD PTT appelle à faire de cette journée une journée de grève générale et de manifestations massives rassemblant salarié-es, retraité-es et fonctionnaires.

## Public-privé : La grève tous ensemble !

Fonctionnaires, salarié-es du privé, face aux problèmes de la vie chère, nous avons toutes et tous besoin de fortes augmentations de nos salaires.

Le gouvernement et le patronat multiplient les projets contre l'ensemble du monde du travail.

La **remise en cause des 35 heures** ouvre la possibilité de ne plus payer les heures au-dessus de 35 heures en heures supplémentaires.

La négociation sur la **modernisations du marché du travail** est malgré le silence qui l'entoure, un enjeu capital pour le patronat qui veut fragiliser un peu plus les salariés.

Jugez en : allongement de la période d'essai et création d'une période de validité économique de deux ans durant lesquelles l'employeur pourra licencier sans justificatif; mise en place d'un CDI de mission qui s'achèvera une fois celle-ci terminée (encore moins protecteur que le CDD), possibilité de licenciement « à l'amiable » non contestable devant les tribunaux.

La **mise en place des franchises médicales** va peser sur notre pouvoir d'achat et casser un peu plus notre système de protection sociale solidaire.

Sur les **retraites** le gouvernement profite des négociations menées sans la pression de la grève pour en rajouter une couche en imposant 41 annuités de cotisations aux cheminots, gaziers, électriciens; il anticipe les résultats du grand rendez-vous du printemps en essayant de rendre incontournable le passage à 41 annuités de tous les salariés dans le privé comme dans le public.

**Il n'est pas possible de ne pas réagir tous ensemble face à de telles attaques.**

Maintenant il est de la responsabilité des confédérations syndicales, au delà des seules fédérations de fonctionnaires, d'appeler l'ensemble des salarié-es du privé comme du public à une journée de grève générale et de manifestation dans tout le pays. Nous ne pouvons pas continuer à nous laisser marcher sur les pieds !

Ce n'est qu'un début !...

## Les prix montent... les salaires ne suivent pas

**Hausse des prix : + 2,5%.** La hausse des prix s'accélère depuis septembre du fait de la hausse de l'essence et du fuel, du gaz et des produits alimentaires...

**Fonctionnaires : + 0% !!!** Aucune augmentation en 2007 ! Rien de prévu en 2008 !

**Salarié-es :** des augmentations générales ou individuelles qui vont de 0 à pas plus de 2,5 % en moyenne selon les entreprises et selon les catégories cadres ou non cadres.

**SMIC : + 2 % au 1er juillet dernier.** Le SMIC est déjà en dessous de la hausse des prix, alors que l'augmentation doit être supérieure.

**Prestations sociales : + 1% seulement** (allocations familiales, allocations logement...).

**Retraites : + 1,1%,** largement en dessous de la hausse des prix alors que les retraites sont indexées sur les prix. Plus du tiers des retraité-es ont une retraite inférieure à 1000 euros. Le ministre a annoncé une augmentation en 2008... En espérant que la hausse des prix va diminuer et pour faire passer la pilule de l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans ?

## Les prix montent... plus vite que l'indice officiel

En plus, tout le monde sait que l'indice officiel des prix ne reflète pas la réalité de la hausse des prix. Les dépenses de logement sont sous-estimées. L'INSEE vient de reconnaître qu'elles représentent plus de 20% des dépenses des ménages alors que cela ne rentre en ligne de compte que pour 8%. Mais les dépenses de logement ont doublé en dix ans... Ce sont les dépenses indispensables qui augmentent le plus : les produits alimentaires, les

dépenses de transport, de chauffage, de logement, l'eau, le téléphone. Le gouvernement vient d'entériner une augmentation de 4% du prix du gaz.

Les entreprises de la grande distribution sont parmi celles qui font le plus de profits. Les entreprises de travaux publics et de construction de logements, les entreprises de distribution de l'eau surfacturent à tout va !

Les grands patrons ont des salaires mirobolants et

Sarkozy s'augmente de 205%. Mais...

**C'est aux salarié-es qu'on dit : serrez- vous la ceinture !**

## **Travailler plus pour gagner la misère, non merci !**

Le gouvernement ne propose que des solutions dérisoires ou illusives.

- ☞ **La limitation des hausses des loyers** au niveau de l'inflation. Mais ils ont déjà tellement augmenté qu'il restera toujours aussi difficile de se loger. Et rien ne limite les augmentations au moment du renouvellement du bail.
- ☞ **Le déblocage de la participation.** C'est toujours bon à prendre. Mais cela a déjà été fait en 2004 et cela n'a rien résolu au niveau de nos salaires et tous les salarié-es ne bénéficient pas de la participation.
- ☞ **Travailler plus, mais pour pas grand'chose.** Sarkozy vient d'annoncer que les entreprises pourraient s'affranchir des 35 heures. Elles auraient ainsi la possibilité de ne plus rémunérer les heures au dessus de 35 heures au tarif des heures supplémentaires. Après avoir vanté les heures supplémentaires et multiplié une fois de plus les exonérations de cotisations sociales, le gouvernement veut encore réduire le coût du travail pour les entreprises... et la rémunération des salarié-es.
- ☞ **Travailler plus :** mais nous avons droit au repos, à nos congés, à nos RTT. C'est bon pour notre santé et nous avons le droit de profiter de la vie sans pourtant avoir des salaires dérisoires.
- ☞ **31% des salarié-es sont à temps partiel, en CDD, intermittents...** Ils sont en dessous des 35 heures et pour beaucoup souhaiteraient travailler plus longtemps. Avec l'allongement de la durée du travail, c'est le chômage à temps partiel ou à temps complet qui augmenterait encore !

**Oui, nous refusons de subir des heures supplémentaires obligatoires !**

**Oui, nous refusons de nous échine au boulot pour gagner toujours aussi peu !**

## **Le travail n'est pas payé à sa juste valeur**

## **Ce sont les salaires qu'il faut augmenter !**

D'après l'INSEE lui même, les revenus salariaux ont stagné hors inflation depuis 1978, il y a trente ans ! Pendant ce temps, le PIB a plus que doubler, même avec une croissance modeste. Cela veut concrètement dire qu'une partie de cette richesse créée a majoritairement été dans les poches des détenteurs de capital. Ainsi les revenus des actionnaires, de l'immobilier et de l'épargne ont explosé.

Les entreprises bénéficient de plus de 25 milliards d'exonération de cotisation. La productivité du travail n'a pas cessé d'augmenter. En France, elle est de 16,5% supérieure à la moyenne européenne.

Mais les salaires ont stagné ! Et ce sont encore les 5% de salaires déjà les plus élevés qui ont le plus augmenté...

On nous dit : il faut travailler plus. Mais le travail n'est pas payé à sa juste valeur.

Il faut nous rendre ce qui nous est dû!

**Manifestation jeudi 24 janvier**  
**Grenoble : 10h gare SNCF de Grenoble**  
**Chambéry : 14h30 Palais de Justice**